

Le Cameroon Coalition for Change Canada (CCC) constate avec regret le retour du Cameroun à l'état de non droit ou colonial des années 1955 avec à sa tête le sinistre Haut-Commissaire Roland Pré. **Cet État barbare, où toutes les règles enchâssées dans notre loi fondamentale sont violées sans ménagement, se manifeste par la détention arbitraire sans aucun mandat, ni aucune allégation concrète formulée, du professeur Maurice Kamto, président du parti du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), de toute sa famille et ses alliés depuis le 21 septembre 2020.**

Après maintes injonctions de la communauté internationale et la société civile de lever le blocus orchestré devant son domicile, qui a été instiguer par des groupuscules assoiffés de dictature ogre qui utilisent différents démembrements des forces de défense et de sécurité de l'état par les forces de l'ordre à leur solde, le CCC se voit dans l'obligation d'utiliser d'autres moyens en sa possession pour amener le régime de Yaoundé à la raison.

Comment peut-on prétendre l'existence de l'expression libre et le droit de manifester au Cameroun et assigner à résidence, museler une personne et sa famille avec l'artillerie lourde sans élément probant. D'autre part, arrêter des centaines de citoyens à la suite d'un contrôle aux faciès tout simplement parce qu'ils ont marché pacifiquement pour exprimer leur ras-le-bol sur les multiples crises qui minent le pays est la preuve que nous sommes dans une démocratie.

Constatant que le gouvernement illégal et illégitime de Yaoundé a été incapable de produire la moindre preuve justifiant sa barbarie. Constatant que la constitution protège le droit de manifester et que le Cameroun est signataire de plusieurs conventions et traités internationaux dont il doit se conformer et respecter, le CCC sera toujours aux côtés du peuple pour la quête de ses libertés spoliées par le régime.

Nous, Canadiens d'origine camerounaise et membres de la communauté camerounaise du Canada regroupés au sein de Cameroon Coalition for Change Canada (CCC) condamnons fermement cette barbarie reptilienne et n'allons pas nous arrêter aux constats et avertissements pour obliger le régime de se conformer et de respecter les principes fondamentaux d'un état de droit. Nous agissons asymétriquement à ramener un État de droit pour tous les Camerounais. Dans cette conquête de la liberté, les manifestations et actions ciblées contres ces thuriféraires vont continuer et ne s'arrêteront plus jusqu'au départ du chef d'orchestre le président illégitime Paul Biya.

Fait à Montréal le 08 Octobre 2020

Ont signé :

- Toutes les organisations de la communauté camerounaise du Canada regroupées au sein du CCC Canada et tous les Canadiens d'origine camerounaise.